



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

GOVERNANCE 4.1

N° : 2025-07-56

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE VINGT DEUX JUILLET

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

16 juillet 2025

Date d'affichage :

16 juillet 2025

VOTE :

Pour : UNANIMITE

Contre :

Abstention :

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN - Adjoints au Maire, Michel BARRIERE, , Gilbert MINELLI, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Michel ROUBY, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Patricia DJOSSOUVI, Lydia TCHARLAIAN – Conseillers municipaux.

Absents et/ou représentés : Montasser CHARNI (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Marie-Thérèse CORDONNIER (pouvoir à Michel ROUBY), Marc LAMBLIN (pouvoir à Gilbert MINELLI), Michel NUGUES (pouvoir à Noëlle SULPIS), Patricia BIZOUERNE (pouvoir à Arlette ACOCA), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Didier BELOT (pouvoir à Nicolas RONDEPIERRE).

Absents : Sandrine LADISA, Corinne RAOULT

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

SOUTIEN DE LA VILLE DU RAINCY AU DISPOSITIF DE SUBVENTION DE LA REGION ILE-DE-FRANCE : BOUCLIER DE SECURITE

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

La Ville du Raincy souhaite apporter son soutien à la Région Ile-de-France pour la mise en place du dispositif de subvention du bouclier de sécurité.

Créé en 2016, le bouclier de sécurité intervient notamment sur le versement d'aide aux collectivités franciliennes sur les sujets de sécurité majeurs. Il a permis aux communes des investissements pour les polices municipales et la mise en place de caméras de vidéoprotection.

De 2016 à 2024 le Conseil Régional a donc voté 144,8 millions d'euros de subventions dans le cadre de ces aides dont 72 millions pour les collectivités.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250730-2025-07-56-DE
Date de télétransmission : 30/07/2025
Date de réception préfecture : 30/07/2025

394 communes ont déjà bénéficié de subventions permettant notamment l'achat de matériel et d'équipements : 1794 Gilets pare-balles, 957 caméras piétons, 1519 radios, 550 véhicules, bâtons de défense ..., représentant un montant de 17 millions d'euros.

La Région Ile-de-France a, par ailleurs apporté son soutien aux communes qui mettent en place ou améliorent leur système de vidéoprotection. Ainsi, depuis 2016, les communes subventionnées ont bénéficié d'un montant total de 55 millions d'euros et cette aide est l'une des plus sollicitées par les Villes.

En 2024, plus de 50% des communes franciliennes ont bénéficié du Bouclier de sécurité, soit 109 villes.

Sans ce dispositif de nombreuses communes ne pourraient être dotées d'équipements de qualité en quantité suffisante pour permettre la sécurité de toutes et tous. Le Bouclier de sécurité permet à 87% des communes de la petite couronne de bénéficier de ces aides financières pour la leur police municipale et à 82% de ces mêmes communes d'être subventionnées pour la mise en place de vidéoprotection.

Dans notre département, toutes les communes à l'exception de deux ont déjà utilisé ce dispositif et reçu de la part de la Région Ile-de-France des subventions indispensables à la sécurité des habitants de Seine-Saint-Denis et la Ville du Raincy a déjà pu en bénéficier.

CONSIDERANT l'avis de la commission « Vie Municipale » du 16 juillet 2025

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 : DE SOUTENIR le dispositif de subvention mis en place par la Région Ile-de-France Bouclier de Sécurité.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits (au
registre suivent les signatures),

Pour EXTRAIT CONFORME



Jean-Michel GENESTIER
Le Maire

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.